

Moniteur du Commerce International depuis 1883



Malaisie

Guide business

2014

Dossier

Brésil

À l'heure d'une transition
annoncée



L'acteur clé de la logistique internationale



5
continents

3500
collaborateurs

42
pays

un savoir-faire unique
des solutions sur-mesure



Guide de la mobilité internationale, dans 48 pays prioritaires du commerce extérieur français

L'appel de l'international ne fléchit pas : pour les jeunes qualifiés, pour les porteurs de projets entrepreneuriaux, pour les entreprises et leurs équipes commerciales qui doivent trouver des relais de croissance à l'étranger face à un marché français et européen en panne. Cette deuxième édition de notre *Guide de la mobilité internationale* porte sur 48 pays, un de plus que l'an dernier, l'Irlande. Tous,

sont des destinations avec lesquelles la France entretient des relations économiques étroites. Nous avons d'ailleurs maintenu, malgré une conjoncture politique extrêmement périlleuse depuis quelques mois, la Russie et l'Ukraine dans cette liste car, au-delà des péripéties de l'actualité brûlante, ils font partie du continent européen, à nos portes, et les relations économiques restent importantes.



Guide business Hong Kong 2014

On a toujours l'impression d'avoir tout dit sur Hong Kong, ce havre du business libéral aux portes de la Chine continentale. Mais on est toujours loin du compte. Intégrée à la dynamique industrielle du centre industriel le plus dynamique de Chine, elle prépare discrètement sa mutation vers une économie de haute technologie, restant un eldorado pour les entrepreneurs, à condition qu'ils visent le haut de gamme. Suivez le guide...

Également dans ce numéro :

- Spécial Région Grand Ouest, "Le vent du grand large souffle dans les PRIE"
- Dossier spécial Maurice, "L'île poursuit la diversification de son économie"



France-Europe: Guide des aides à l'export pour les PME 2014

Lorsqu'une PME, et même une ETI (entreprise de taille intermédiaire) entame une démarche nouvelle à l'international, elle a besoin de conseils et d'accompagnement dans de multiples domaines. Les organismes de soutiens publics peuvent fournir des solutions à moindre coût, et contribuer à réduire les risques. Encore faut-il connaître les principaux opérateurs dans un domaine qui n'échappe pas encore à la tradition du « millefeuille » des aides. La première

partie de ce guide, entièrement actualisée à fin juin 2014, est consacrée aux aides en France. La deuxième partie de ce guide, également mise à jour à fin juin 2014, est consacrée aux aides de l'Union européenne destinées aux PME. Elle donne les clés pour soumettre un projet à l'un des nombreux programmes de financement proposés par la Commission européenne.

Aides à l'export: l'Autorité de la concurrence épingle Ubifrance, Bpifrance et Erai

Les « privés » de l'OSCI (Opérateurs spécialisés du commerce international) boivent du petit-lait, les organismes publics visés – Ubifrance, Bpifrance, Erai – prennent l'affaire au sérieux tout en restant discrets : l'avis rendu le 31 juillet par l'Autorité de la concurrence sur « la concurrence dans le secteur de l'accompagnement à l'international », accompagné d'un communiqué de presse passé inaperçu en plein milieu de l'été, fait pourtant du bruit dans le microcosme du commerce extérieur... Lire la suite sur www.lemoci.com

Diplomatie économique: Laurent Fabius recrute à Bercy

Ils étaient présents ou leurs nominations étaient commentées dans les couloirs lors de la conférence des ambassadeurs, les 28 et 29 août à Paris : Rémy Rioux, Agnès Romatet-Espagne et Caroline Leboucher, tous trois issus des administrations de Bercy, ont été recrutés par le maître du Quai d'Orsay, Laurent Fabius, pour occuper des postes stratégiques dans le cadre de la diplomatie économique...

Lire la suite sur www.lemoci.com

Ebola: peur sur l'Afrique... et sur la France

Peur sur l'Afrique... et sur la France. « Ebola fait peur, fait peur aux exportateurs, mais aussi à ceux qui ont investi et qui vivent hors du continent à travers les ports et aéroports africains », confiait à la *Lettre confidentielle* un acteur économique, très impliqué de l'autre côté de la Méditerranée...

Lire la suite sur www.lemoci.com

UE-Russie: nouvelles sanctions contre Moscou attendues le 5 septembre

Depuis lundi 1^{er} septembre, les ambassadeurs des 28 à Bruxelles planchent sur de nouvelles sanctions contre la Russie en réponse à son agression contre l'Ukraine...

Lire la suite sur www.lemoci.com

**POUR
CONTACTER
LA RÉDACTION**
01 53 80 74 06

POUR VOUS ABONNER
01 49 70 12 20
abonnement@lemoci.com
Toutes nos offres p. 57

**POUR JOINDRE
LE SERVICE
PUBLICITÉ**
+33 (0)1 49 70 12 07

PLANÈTE

- 3** Mode d'emploi
- 6** • Commerce extérieur : enfin l'euro baisse
- Politique : les dossiers chauds du nouveau secrétaire d'Etat au Commerce extérieur
- Russie : les sanctions deviennent un casse-tête
- Ebola : derrière la menace sanitaire, le risque d'une crise économique
- Tableau de bord du commerce international
- The good ideas

PAYS & MARCHÉS

Agenda

- 48** Salons, missions et rencontres

Dossier pays

- 52** Le Brésil à l'heure d'une transition annoncée
- 54** De vraies possibilités de business pour les sociétés innovantes
- 56** Un premier contrat prometteur pour Vauché
- Appels d'offres & projets**
- 58** Appels d'offres, projets industriels

JURIDIQUE, DOUANE & FISCALITÉ

- 60** 2014 a été une année fructueuse pour la fiscalité franco-brésilienne
- 62** Fiche douane pratique n° 89
- 64** Réglementations

18 GUIDE BUSINESS MALAISIE

- 25 Développement du Grand Kuala Lumpur**
Pemandu, chef d'orchestre d'une métropole du futur
- 28 Entreprises**
Comment gagner en Malaisie et en Asie
- Monin : arroser jusqu'à la Chine
- Precia Molen : faire la bascule jusqu'à Chennai et Sydney
- Serac : profiter des ALE pour produire pour l'Asie
- Utilis : fournisseur de tentes et NBC pour l'Armée et la police
- 36 Relations bilatérales**
Paris et Kuala Lumpur affichent leurs cibles
- 37 Trois questions à**
Jean-Eric Husson, président de la section Malaisie des CCEF
- 40 Secteurs Porteurs**
- Hydrocarbures : industrialiser et renforcer les services
- Santé : profiter de la bonne image des produits européens
- Transport ferroviaire : prendre le train du rattrapage
- 46 Pratique**

LE MOCI

ÉDITEUR Sedec SA

11 rue de Milan - 75 009 Paris - France
Téléphone : +33 (0) 1 53 80 74 00
www.lemoci.com
Directeur de la publication
Vincent Lалу

RÉDACTION

Rédactrice en chef : Christine Gilguy (31)
Grand reporter : François Pargny (23)
Ont collaboré à ce numéro : Venice Affre, Bernard Parent, Daniel Solano
Maquette : Delphine Miot, rédactrice graphiste (37)
Pour joindre votre correspondant par téléphone, composez le
+33 (0) 1 53 80 74 suivi des deux derniers chiffres du poste.

PUBLICITÉ

Directeur Commercial :
Philippe Chebanco (10)
Directeur de Clientèle Internationale :
Christophe Bonami (01)
Directrice de Clientèle Internationale :
Pauline Conjard (07)

Antenne régionale sud : Karine Rosset
(+33 (0) 4 91 28 60 26)
Assistante commerciale et responsable technique :
Cindy Colle (14)
Fax de la publicité : +33 (0) 1 49 70 12 69

MOCI EVENEMENTS

Chef de projet pôle Événement :
Benoît de Montmarin
(+33 (0) 1 49 70 12 73)

GESTION, ADMINISTRATION

Directrice générale adjointe :
Delphine Chêne
Directrice de la diffusion et du Web :
Michèle Marcaillou
Directrice du marketing :
Victoria Irizar
Directeur de la fabrication :
Robin Loison
Webmaster : Pierre Lалу
Comptabilité, gestion :
Éveline Montecot (08), Valérie Perrin
Conception graphique : amarena

Impression

Imprimerie de Champagne
Rue de l'Etoile de Langres
ZI Les Franchises - 52200 Langres
Commission paritaire.
Publication n° 0916 T 81051
ISSN : 0026-9719. Dépôt légal à parution
L'adresse électronique des collaborateurs permanents est :
prenom.nom@lemoci.com
Copyright : toute reproduction, même partielle, des textes et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction Magazine bimensuel.
Photo de couverture : C. Bonami
Abonnement 1 an (24 numéros + Lettre confidentielle + accès web limité) 285,88 euros TTC.

La Vie du Rail ou Le Moci

Service abonnements
11 rue de Milan
75440 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 12 20
Tarif étranger : nous consulter

Planète

Indice mondial de l'innovation 2014 : la Suisse et le Royaume-Uni en tête

Le planisphère des



Pour la quatrième année consécutive, la Suisse est en tête du classement Global Innovation Index (GII) publié conjointement par l'Université Cornell, l'Insead et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) tandis que le Royaume-Uni occupe la deuxième place, devant la Suède.

Le thème de l'Indice mondial de l'innovation pour 2014 est « Le facteur humain dans l'innovation ». L'indice étudie le rôle du capital humain dans le processus d'innovation et souligne l'intérêt croissant manifesté par les entreprises et les gouvernements pour repérer et stimuler les individus et les groupes créatifs. Le GI 2014 passe en revue 143 pays à travers le monde et utilise 81 indicateurs pour une évaluation des capacités d'innovation et des résultats quantifiables.

Dix grandes économies mondiales figurent dans l'édition 2014 du classement GI : à savoir la Suisse qui conserve son titre de n° 1, le Royaume-Uni qui gagne une place par rapport à 2013 et arrive 2^e du classement, la Suède (3^e), la Finlande (4^e), les Pays-Bas (5^e), les États-Unis (6^e), Singapour (7^e), le Danemark (8^e), le Luxembourg (9^e), et Hong Kong (10^e). Et, comme l'an dernier, 16 pays européens

(dont 13 de l'Union européenne) figurent parmi le Top 25 du classement : Suisse (1^{re}), Royaume-Uni (2^e), Suède (3^e), Finlande (4^e), Pays-Bas (5^e), Danemark (8^e), Luxembourg (9^e), Irlande (11^e), Allemagne (13^e), Norvège (14^e), Islande (19^e), Autriche (20^e), France (22^e), Belgique (23^e), Estonie (24^e) et Malte (25^e).

La France se classe donc au 22^e rang mondial et demeure, du fait de la bonne performance de ses indicateurs, à la 6^e place dans le groupe des pays innovants avec des revenus élevés derrière les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la Suisse et le Royaume-Uni.

Les 25 premiers pays de l'indice GI obtiennent, par ailleurs, systématiquement de bons résultats dans la plupart des indicateurs et excellent dans des domaines comme : l'infrastructure en matière d'innovation, notamment les technologies de l'information et de la communication (TIC) ; le perfectionnement des entreprises grâce aux spécialistes du savoir, à l'établissement de liens dans le processus d'innovation et à l'assimilation du savoir ; et les résultats de l'innovation tels que les produits et services créatifs ainsi que la créativité en ligne.

Venice Affre

25 pays les plus innovants en 2014



Source : Global Innovation Index (GII) - 7^e édition du classement

Commerce extérieur : enfin l'euro baisse

Le nouveau secrétaire d'État au Commerce extérieur Matthias Fekl a trouvé au moins deux bonnes nouvelles en prenant ses fonctions le 4 septembre.

La première est la baisse du cours de l'Euro, orchestrée par la Banque centrale européenne (BCE) pour contrer les risques de déflation, dont on espère une relance de la croissance de la zone euro. Le 4 septembre, la BCE a ainsi annoncé un nouveau programme de rachats d'actifs et une baisse de ses taux directeurs – qui ont atteint un nouveau plus bas record – entraînant l'euro en dessous de la barre des 1,3 dollar, un niveau que la devise européenne n'avait plus atteint depuis près de 14 mois. De quoi donner un ballon d'oxygène aux exportateurs français, dont la compétitivité prix est plombée par la surévaluation de la monnaie européenne, quoiqu'ils fassent en

termes de compétitivité. La deuxième bonne nouvelle est la hausse du nombre d'exportateurs français. Ainsi, selon une nouvelle étude des Douanes publiée en août, malgré la baisse des exportations (- 1,4 %) enregistrée en 2013, la hausse du nombre d'exportateurs s'est bien poursuivie l'an dernier pour atteindre 121 500 (contre 119 500 en 2012), soit une croissance annuelle de + 1,7 %.

Un bémol toutefois : cette progression est à mettre sur le compte du « surcroît d'exportateurs de taille modeste », selon les Douanes, les moins de 20 salariés qui ont progressé de 3 %. Or, ce n'est pas de cette catégorie d'entreprises que l'on peut attendre un impact massif sur les exportations, celles-ci étant encore très concentrées aux mains des grandes entreprises : ainsi, les moins de 20 salariés représentent les trois quarts de l'ef-

fectif des exportateurs (76 %), mais ne génèrent que 23 % des flux. L'effectif des exportateurs de plus de 20 salariés, lui, est en léger recul (- 0,3 %).

De fait, les résultats du commerce extérieur restent globalement mauvais. Côté français, les chiffres du premier semestre 2014, publiés en août par les Douanes, le montrent : si le déficit commercial a reculé de 8,4 % (statistiques FAB-FAB « franco à bord »), à 29,2 milliards d'euros, c'est essentiellement grâce à l'allègement de la facture pétrolière (3,3 Mds en moins). Un recul qui s'explique par un marché intérieur atone et s'est traduit par une baisse de 1,2 %, des importations (246,6 Mds EUR). Les exportations, en revanche, n'ont que très légèrement progressé avec + 0,2 % sur la période, s'établissant à 217,4 Mds EUR.

COMMERCE MONDIAL : ESSOUFFLEMENT GÉNÉRAL, SAUF POUR L'ALLEMAGNE

Si les performances commerciales de la France ont connu un net essoufflement au 1er semestre 2014, elle est loin d'être un cas isolé : l'examen des statistiques semestrielles de commerce extérieur des 10 plus importantes puissances commerciales mondiales, telles qu'elles apparaissent dans la base de données Global trade Atlas (GTA) de la société GTIS, montre que cet essoufflement est assez généralisé.

Une seule exception, mais elle est de taille : l'Allemagne, dont les exportations comme les importations ont nettement pro-

gressé au cours de cette période par rapport au 1er semestre 2013, avec respectivement + 2,4 % et + 2,6 %. Côté exportations, il faut descendre plus bas dans le classement des pays exportateurs pour relever des progressions franches. L'Espagne est ainsi en phase montante (+ 1,3 %, à 116,3 Mds EUR), comme la Suisse (+ 1,7 %, à 88,4 Mds EUR), la république tchèque (+ 8,2 %, à 64,4 Mds EUR), la Turquie (+ 2,1 %, à 58,4 Mds) ou encore l'Irlande (+ 1,45 %, à 44 Mds EUR). À l'importation, même tableau...

TENDANCES DE L'IMPORT-EXPORT MONDIAL (1^{er} semestre 2014, milliards EUR et évolution en %, CAF-FAB)

Exportations			Importations		
Pays	Montant	Evolution en % sur S1 2013	Pays	Montant	Evolution en % sur S1 2013
1 Chine (Rép. populaire)	774,808	- 3,4 %	1 États-Unis	835,4	- 1,15 %
2 États-Unis	586,3	- 1,4 %	2 Chine (Rép. populaire)	699,9	- 2,7 %
3 Allemagne	586,3	+ 2,4 %	3 Allemagne	458,9	+ 2,6 %
4 Japon	249,6	- 7,7 %	4 Japon	309,5	- 1,9 %
5 Pays-Bas*	ND		5 Pays-Bas*	ND	
6 France	212,6	- 1,8 %	6 France	249,1	- 2,2 %
7 Corée du Sud	206,6	- 1,9 %	7 Royaume-Uni	246,4	+ 0,4 %
8 Royaume-Uni	188,1	- 12,3 %	8 Hong Kong	210,8	- 6,4 %
9 Hong Kong	180	- 7,79 %	9 Corée du Sud	191,9	- 1,7 %
10 Canada	171,4	- 2,24 %	10 Canada	166,9	- 4,9 %

Source : statistiques officielles compilées par la base de données Global Trade Atlas (GTA) de la société GTIS. Les taux de progression sont par rapport au 1er semestre 2013. *Le top 10 ne comprend pas les Pays-Bas, grand pays d'import-export et de transit, dont les statistiques du premier semestre ne sont pas encore disponibles. Il était l'an dernier à la cinquième place.

Politique

Les dossiers chauds du nouveau secrétaire d'État au Commerce extérieur

À peine nommé, le nouveau secrétaire d'État au Commerce extérieur, à la promotion du tourisme et aux Français de l'étranger, Matthias Fekl prenait déjà son premier avion, pour accompagner le Premier ministre Manuel Valls en Tunisie, où se tenait, le 8 septembre, une conférence pour soutenir sa relance économique. Un premier test grandeur nature pour ce jeune député franco-allemand du Lot-et-Garonne de 37 ans, jusque-là vice-président du conseil régional d'Aquitaine chargé du développement économique (voir sa bio express p. 13).

Est-ce un signe de durabilité par rapport à son prédécesseur, Thomas Thévenoud, qui n'aura même pas eu le temps de publier un seul agenda officiel avant d'être débarqué, neuf jours après sa nomination, pour avoir été en délicatesse avec l'administration fiscale ? Il faut l'espérer car les différents dossiers qui attendent ce Strauss-Khanien rallié à François Hollande, ne seront pas de tout repos.

Rien que pour le commerce extérieur, la seule mise en œuvre des réformes engagées sous ses prédécesseurs représente des chantiers délicats : modernisation du dispositif public d'accompagnement des entreprises à l'international (fusion Ubifrance/Afii, rapprochement Ubifrance/Sopexa, portail unifié France International, Maisons de l'international...), relations et partenariats avec les partenaires que sont les régions et les chambres de commerce, et, *the last but not the least*, faire que le nouvel écosystème créé par Laurent Fabius donne des résultats (voir encadré). Il pourra s'appuyer sur des équipes dirigeantes des principaux opérateurs d'ores et déjà installées. Mais Le temps presse car au vu des statistiques du 1^{er} semestre (lire page précédente), résorber le déficit commercial hors énergie sous le quinquennat apparaît un objectif de plus en plus impossible.

Matthias Fekl, réputé spécialiste des politiques publiques, devra en outre faire tout cela en veillant à ne pas fâcher l'Autorité de la concurrence... Passé inaperçu au moment où il a été publié, le 31 juillet, un

avis de l'Autorité de la concurrence, sollicité en avril 2013 par l'OSCI (Opérateurs spécialisés du commerce international), est venu en effet troubler certaines des orientations prises par Ubifrance, Bpifrance et Erai depuis trois ans. Comme nous l'avons révélé début septembre dans notre *Lettre confidentielle**, sans remettre en cause leur légitimité à intervenir dans le domaine de l'accompagnement international des entreprises, l'avis pointe les risques, pour certaines de leurs activités, qu'ils enfreignent les règles de la concurrence. « Les subventions allouées à Ubifrance (ndlr : 70 % de son budget) doivent être exclusivement affectées aux activités de service public sous peine de fausser le libre jeu de la concurrence » rappelle cet avis, qui émet le même avertissement à l'encontre d'Erai, l'agence rhônalpine dédiée au soutien des entreprises de la région à

l'export. Les deux agences se voient notamment recommander l'établissement d'une comptabilité analytique. Quant à Bpifrance, c'est le risque que fait peser son partenariat avec Ubifrance sur la concurrence qui est pointé du doigt : « Il est à craindre que les entreprises qui s'adressent à Bpifrance pour bénéficier du prêt développement export se tournent spontanément vers Ubifrance pour leurs besoins en services d'accompagnement, dans l'espoir que leur demande de prêt soit traitée de la façon la plus favorable possible ». Et de recommander un rapprochement avec les opérateurs privés.

L'agenda de Matthias Fekl ne devrait pas tarder à se remplir... C. G.

* Lire, sur www.lemoci.com « Aides à l'export : l'Autorité de la concurrence épingle Ubifrance, Bpifrance et Erai ».

F.E.C.I.T mode d'emploi

F.E.C.I.T : F pour francophonie, E pour entreprises, C pour climat, I pour investissements et T pour tourisme. Ce sont les cinq « commandements » de ce que le ministre des Affaires étrangères et du développement international (MAEDI) appelle la « diplomatie globale ». Comme les artistes de l'ancien temps, qui ajoutaient à leurs signatures le mot latin « fecit » pour signifier « un tel a fait », le ministre a demandé aux ambassadeurs, en clôture de leur dernière conférence annuelle (28-29 août), de les inscrire dans leur feuille de route et dans leurs actions.

« **F pour francophonie.** La pratique du français partout « vous en êtes comptables », a indiqué Laurent Fabius. Avec deux repères : le prochain Sommet de la francophonie à Dakar, les 29 et 30 novembre, et le rapport de la mission Attali, remis au chef du gouvernement le 26 août, sur « la francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

« **E pour entreprises,** qu'il s'agisse des entreprises françaises à l'étranger ou l'inverse – surtout les moyennes entreprises (...) N'attendez pas qu'elles se présentent à vous ».

« **C pour climat.** La préservation de la planète est un objectif de l'Hexagone, surtout au moment où Paris prépare la 21^e Conférence des Nations Unies pour le climat (COP 21), qui se tiendra au Bourget en décembre 2015.

« **I pour investissements,** « singulièrement les investissements étrangers en direction de France », a insisté le ministre. « Ce doit être une préoccupation constante de votre part ».

« **T pour tourisme,** avec des efforts réels à réaliser en matière de délivrance des visas, de promotion, de transport et d'accueil. Premier test le 19 mars prochain, à l'occasion de l'opération « Goût de France » menée par plus de 1 000 restaurants français sur les cinq continents.

F. P.